

a/a

Wochentelex

Berne, le 9 décembre 1991

Réunion de haut niveau du Comité d'Aide au Développement (CAD) à Paris du 3 au 4 décembre 1991

La délégation suisse à la réunion de haut niveau du Comité d'Aide au Développement (CAD) était conduite par les Ambassadeurs F. Staehelin, directeur de la DDA et N. Imboden, Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux. La réunion, qui a suivi la réunion des ministres de l'environnement et du développement, a confirmé l'évolution dans la philosophie d'aide de l'après-guerre froide. L'unité de doctrine en matière de développement permet, d'une part, de considérer les réformes économiques comme un acquis et, d'autre part, de mettre l'accent sur l'environnement politique de l'aide.

Le débat politique sur l'aide se concentre sur les éléments suivants: le problème du volume de l'aide: Les besoins d'aide justifiés par des programmes économiques de réformes se multiplient. Les ressources publiques et privées exigées par l'évolution dans les pays de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique sont énormes. Face à cette demande immense, les perspectives d'une croissance des ressources publiques et privées en faveur de ces régions sont minimales. L'inquiétude des pays en développement à l'égard d'une réorientation des ressources de développement vers les pays de l'Est est compréhensible. Les affirmations des pays de l'OCDE dans le sens contraire ne sont pas tout à fait crédibles. Il est dès lors compréhensible que le débat se déplace vers la qualité de l'aide. Qualité de l'aide: On constate une volonté sincère d'améliorer la qualité de l'aide. L'adoption de lignes directrices concrètes quant à l'assistance technique, l'évaluation de l'aide et l'aide programme en témoignent. Les efforts visant à minimiser l'utilisation de l'aide à des fins commerciales sont en bonne voie et, pour la première fois, sur le point d'arriver à des conclusions opérationnelles dans le cadre du consensus.

Les efforts en faveur de la cohérence des politiques - un des nouveaux sujets clés - se poursuivent. L'intégration de plus en plus poussée des pays en développement dans l'économie mondiale et l'importance de la protection de l'environnement mettent en évidence la nécessité de coordonner les politiques internes et externes.

La fin de la guerre froide et la victoire de l'idéologie de la liberté individuelle justifient et permettent une nouvelle conditionnalité, cette fois politique de l'aide: le pluralisme, la participation des populations, le respect des droits de l'homme et tout ce qui est résumé dans le terme de "bonne gouvernance" deviennent des conditions pour une efficacité accrue de l'aide - et pour une justification de cette aide auprès des parlements des pays donateurs.

La Suisse a soutenu ces nouvelles priorités d'aide. Elle a cependant mis en garde ses partenaires contre les dangers d'abus de cette nouvelle politique et a mis l'accent sur la nécessité de traduire ces concepts généraux en termes opérationnels, et ceci sur le plan multilatéral.

Copies: - DFAE/DDA M. le Directeur Staehelin, M. Hadorn
- Délégation Paris, M. Pasquier
- imb, gjd, obr, red, std

Dodis